

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le

29 AOÛT 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Laboratoires GOEMAR

Parc métropolitain Atalante
CS 41908
35400 ST MALO

Références : UD35/2022-465
Code AIOT : 0005517152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement Laboratoires GOEMAR implanté Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 ST JOUAN DES GUERETS. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le déficit de précipitations rencontré en Ille-et-Vilaine au cours des six derniers mois a conduit à l'instauration progressive, depuis le 24 mai dernier, de mesures de restriction des prélèvements d'eau telles que prévues par l'arrêté cadre sécheresse du 11 juin 2021.

Sur la base de l'observation de la dégradation des indicateurs de suivi de la ressource en eau et de l'absence de perspective de précipitations et afin de traduire le risque fort d'une pénurie, l'ensemble du département a été placé en niveau d'alerte renforcée sécheresse ou de crise, que ce soit pour le milieu aquatique ou pour la ressource en eau potable, par arrêté préfectoral du 02 août dernier.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Outre les constats relatés dans ce rapport, on rappellera que le contexte décrit ici est susceptible d'évoluer. En l'absence d'épisode pluvieux dans les prochaines semaines, des mesures de restriction encore plus contraignantes sur les prélèvements et les usages de l'eau pourraient être prises. Il convient d'ores-et-déjà de les anticiper en identifiant des actions adaptées à cette situation.

Enfin, en annexe du courrier de suite, on trouvera différentes ressources que l'exploitant pourra mobiliser pour se tenir informé de l'évolution de la situation ou pour l'aider à réduire ses consommations en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Laboratoires GOEMAR
- Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 ST JOUAN DES GUERETS
- Code AIOT : 0005517152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise Goemar est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'agriculture, à partir d'algues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet
3	Bilan mensuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'entreprise Goemar respectait la baisse de 25 %, principalement en raison d'une baisse d'activité saisonnière.

L'entreprise Goemar a mis en place des dispositifs de mesure depuis 2017, a mené des diagnostics en interne depuis 2019 et prépare un projet d'extension d'activité dans lequel elle prévoit des investissements dans la réduction de la consommation d'eau.

Elle prépare en parallèle un autre projet pour réduire la consommation d'eau du premier nettoyage des algues fraîches.

Elle doit formaliser davantage et chiffrer ces perspectives pour justifier du respect de l'arrêté sécheresse lorsque l'activité aura repris son niveau nominal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle
Constats : L'exploitant dispose d'un réseau de compteurs sur les différentes installations : lavage, épierreur, fabrication en plus du compteur général. Le relevé est effectué de manière quotidienne par les opérateurs et supervisé par le directeur d'établissement. L'inspection de terrain a permis de constater la présence des compteurs sur les différentes installations. On observe que la consommation varie dans l'année (plus forte en hiver qu'en été), dépendant de la campagne de récolte des algues fraîches en Bretagne (octobre à mars environ). Des algues fraîches provenant d'Irlande peuvent toutefois être accueillies en dehors de cette période. La consommation dépend par ailleurs des algues sèches plutôt stable dans l'année. L'exploitant mentionne que le site à vocation à évoluer vers un mode d'approvisionnement qui lui permettra de lisser une production optimale toute l'année. Une demande d'autorisation est en cours de préparation pour prévoir ce mode de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : L'exploitant n'avait pas rempli la fiche d'auto-diagnostic lors de l'inspection. Cependant un fichier de suivi, alimenté par les relevés quotidien est disponible et à jour. On note que la consommation hebdomadaire d'eaux industrielles en moyenne annuelle pour 2021 est de 365 M3. Ainsi l'application de la baisse de 25 % figurant dans l'arrêté préfectoral sécheresse du 2 août 2022 conduit à une consommation de 273 M3 par semaine pendant que le secteur est en alerte renforcée ou en crise.

La consommation globale d'eaux industrielles en juillet 2022 est d'environ 171 m3/semaine. L'exploitant estime que la consommation pour le mois d'août ne dépassera pas 300 m3 sur le mois.

Cette situation s'explique par la mise à l'arrêt de l'atelier de fabrication. Plusieurs facteurs dont la conjoncture économique (coût voire pénurie des matières premières) expliquent cette situation. L'exploitant projette un redémarrage des ateliers fin août début septembre.

La consommation d'eau hebdomadaire en juin 2022 avant l'arrêt est de 370 m3, soit dans la moyenne 2021.

Les mesures de réduction de la consommation prévues par l'exploitant évoquées lors de l'inspection sont les suivantes :

- projet de coopération avec l'entité "Vivier de la Rance" visant à procéder au nettoyage des algues fraîches dans les bassins à partir d'une convention qui est en cours de discussion. L'exploitant indique que cette solution pourrait être opérationnelle en octobre et conduirait à une baisse de 50 % de la consommation d'eau sur l'épierreur
- optimisation des outils notamment dans la cadre de la demande d'autorisation environnementale à venir, faisant suite à l'analyse menée en 2019 à partir des relevés des compteurs d'eau établis depuis 2017.

L'exploitant mentionne également les actions menées au sujet de la sensibilisation des opérateurs : journée programmée le 2/9 avant la reprise d'activité et les objectifs individuels des opérateurs (25% du bonus annuel en salaire évalué sur les décisions prises en faveur de l'amélioration de la consommation d'eau, d'énergie)

En définitive la conformité à l'arrêté sécheresse peut s'examiner sous 2 angles : la conformité par rapport à la baisse de 25% et la mise en place d'un plan d'actions tel que prévu dans la demande d'autorisation à venir (l'exploitant mentionne que le dépôt est prévu fin d'année au plus tard).

La situation est conforme le jour de l'inspection et sera conforme en août.

Observations : A compter de septembre, la situation est toutefois susceptible d'être non conforme et l'exploitant doit donc faire le point sur 3 points :

- 1 - Le projet prévu de lavage en partenariat avec l'entité "Vivier de la Rance" pourrait permettre de respecter le seuil de 25%. Il convient toutefois que l'exploitant justifie plus clairement que ce projet permettra de respecter l'arrêté.
- 2 - Par ailleurs, il convient sans attendre le dépôt de la demande d'autorisation qu'il puisse chiffrer les objectifs de baisse de consommation prévu dans son projet à venir pour mieux répondre aux objectifs d'engagement d'un plan d'action de réduction des consommations d'eau figurant dans l'arrêté sécheresse.
- 3 - Compte tenu de la situation de crise dans le département, il est également souhaitable que Goemar fasse le point sur les économies possibles sur le mois de septembre 2022 en attendant la mise en place du projet "Vivier de la Rance".

Une réponse de Goemar est donc attendue sur ces 3 points sous 15 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan mensuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées
Constats : Les bilans sont présentés dans un fichiers excel traçant les consommations d'eau mensuelles. L'exploitant mentionne qu'un groupe de travail se réunit tous les trimestres pour faire le point sur les relevés d'eau, d'énergie et de CO2. Un reporting est également fait à la société mère une fois par mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet